

Burundi : Appel à une rencontre entre le chef de l'Etat et l'opposition

@rib News, 01/02/2011 â€“ Source XinhuaLe parti pour la promotion des masses laborieuses dirigé par une dame a demandé une rencontre entre le président burundais et les représentants des partis de l'opposition extra-parlementaire regroupés au sein de l'ADC-Ikibiri, au cours d'une rencontre tenue mardi par le ministre de l'Intérieur à l'intention des partis politiques agrégés au Burundi. « L'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri) a toujours demandé à rencontrer le chef de l'Etat. Ne faudrait-il pas qu'il y ait cette rencontre pour que les burundais retrouvent définitivement la paix ? », a demandé sous forme de plaidoyer pour cette alliance et pour la paix Mme Patricie Ndayizeye, président dudit parti.

Le ministre de l'Intérieur a compris la demande formulée par le président de ce parti, et a donné son point de vue qui est allé dans le sens opposé. « La rencontre avec les partis politiques n'est pas un problème pour le chef de l'Etat. Mais c'est impossible pour lui de rencontrer l'opposition regroupée au sein d'une alliance qui n'est pas reconnue légalement », a rétorqué le ministre Edouard Nduwimana. La rencontre de ce mardi a été boycottée par ces partis regroupés au sein de l'ADC Ikibiri qui demande que soient vidées à haut niveau des questions de l'heure avant toute autre forme de rencontre, si ce n'est une rencontre avec le Numéro Un burundais. Ils disent que ces questions sont liées à l'insécurité qui s'observe sur la quasi-totalité du territoire, au respect des droits de l'homme et au respect des principes de bonne gestion du Trésor public, des questions qu'ils trouvent qu'elles se sont aggravées depuis le scrutin du 24 mai 2010, date du début du marathon électoral de cinq autres jusqu'au mois de septembre 2010, marathon auquel les partis de l'ADC n'ont plus participé depuis celui du 24 mai 2010 qu'ils ont accusé de mascarade d'élection. La plupart des dirigeants de ces partis regroupés au sein de l'ADC-Ikibiri se sont exilés pour leur sécurité depuis le mois de juin 2010. Il s'agit principalement d'Agathon Rwasa du parti FNL, de Léonard Nyangoma du parti CNDD, d'Alexis Sinduhije du parti MSD, d'Alice Nzomukunda du parti ADR et de Pascaline Kampayano du parti UPD, tous qui étaient candidats de leurs partis respectifs à la présidentielle du 28 juin 2010, scrutin auquel ils ont finalement renoncé en conséquence de celui du 24 mai de cette même année. Une insécurité permanente est observée depuis sur la quasi-totalité du territoire. Elle se caractérise par des attaques par des hommes à main armée souvent en uniforme contre des ménages ou des positions policières, des attaques également contre du bétail et des plantations industrielles. Le pouvoir parle de grands bandits au moment où beaucoup d'autres pensent à une rébellion qui serait en gestation avec la tête certains de ces hommes politiques en exil.